

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 38.670/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 29 juin 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en ce qui concerne la saisie-arrêt en forme simplifiée, l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992", a donné le 25 juillet 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

#### Fondement juridique

Le projet apporte des modifications profondes à la procédure de saisie-arrêt en forme simplifiée organisée par l'article 164 de l'AR/CIR 92 en exécution de l'article 300, § 1<sup>er</sup>, 1°, du CIR, principalement pour y apporter une adaptation nécessitée par les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 11/97 du 5 mars 1997 et 35/97 du 12 juin 1997, dont la portée est rappelée dans l'exposé des motifs, mais aussi pour y apporter d'autres modifications substantielles.

Ce serait l'occasion de revoir l'ensemble du texte des articles 164 et 165 de l'AR/CIR 92 qui remontent à un arrêté royal de 1937 <sup>(1)</sup>, en s'inspirant de l'article 85*bis* du Code de la TVA, modifié par la loi du 8 août 1980, qui organise une procédure similaire en matière de TVA.

Dans le rapport au Roi précédant un projet d'arrêté royal portant abrogation de l'article 160 du même arrêté d'exécution du CIR, soumis simultanément à l'avis du Conseil d'État (avis 38.671/2/V, donné ce jour), l'auteur du projet justifie cette modification, notamment par le souci d'harmoniser les procédures suivies en matière d'impôts sur les revenus et en matière de TVA.

---

<sup>(1)</sup> Voir Schreuder, Les impôts sur les revenus, n° 426.

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup> et la première phrase du paragraphe 3 pourraient être avantageusement remplacés par la disposition simple qui forme l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 85*bis*, § 1<sup>er</sup>, du Code de la TVA :

"Le receveur compétent peut faire procéder, par pli recommandé à la poste, à la saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable jusqu'à concurrence de tout ou partie du montant dû par ce dernier au titre d'impôts, précomptes, accroissements d'impôt, intérêts de retard, amendes et frais de poursuite ou d'exécution <sup>(2)</sup>. Cette saisie-arrêt doit également être dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste".

2. Le paragraphe 2 de l'article 164 actuellement en vigueur peut être maintenu, encore qu'il s'agisse de l'application du droit commun de la saisie-arrêt.

3. Le paragraphe 3 se limiterait à l'alinéa 2 du texte actuellement en vigueur.

4. Un paragraphe supplémentaire devrait reproduire le paragraphe 2 de l'article 85*bis* du Code de la TVA qui prévoit l'application à la procédure de saisie-arrêt simplifiée des dispositions des articles 1539, 1540, 1542, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 1543 du Code judiciaire.

Ce renvoi à l'article 1542 rendrait inutile le paragraphe 5 en projet. D'autant qu'il ne reproduit que l'alinéa 1<sup>er</sup> cet article alors que la référence à l'alinéa 2 est également utile pour régler le problème de compétence sur la contestation de la dette du tiers saisi vis-à-vis du débiteur saisi.

---

<sup>(2)</sup> Il est inutile de reprendre le début de l'article 164, § 1<sup>er</sup>, actuel ("sous réserve de ce qui est prévu aux articles 433 à 442*bis* du Code des impôts sur les revenus 1992") car il va sans dire que cet article ne peut faire obstacle à l'application de ces dispositions légales.

5. En outre, il y aurait lieu d'organiser, dans le texte, l'opposition du débiteur saisi auquel le projet prévoit que la saisie-arrêt est dénoncée par lettre recommandée.

En effet, il est inutile de prévoir que la saisie-arrêt est portée à la connaissance du redevable dans un certain délai si l'on ne permet pas au débiteur saisi de réagir. Le débiteur saisi doit pouvoir faire opposition à la saisie dans un certain délai, par exemple, par lettre recommandée adressée au receveur et au tiers saisi <sup>(3)</sup>.

6. Dans le paragraphe 4 du texte actuel, il n'y a plus lieu de parler de "la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>", mais de la saisie-arrêt exécution et il faut préciser que le délai de quinze jours court à dater de la remise des plis recommandés à leurs destinataires et non à dater du dépôt des plis recommandés à la poste <sup>(4)</sup>.

7. L'article 165 de l'arrêté en vigueur doit être modifié pour tenir compte du fait que le projet ne vise plus une demande mais une saisie-arrêt exécution : la saisie-arrêt exécution a donc déjà eu lieu et l'article 165, § 1<sup>er</sup>, ne peut, dès lors, prévoir que, dans certaines hypothèses déterminées, "le receveur fait procéder à une saisie-arrêt exécution".

Il y a lieu de remplacer cette disposition par un texte qui s'inspire du paragraphe 3 de l'article 85*bis* du Code de la TVA :

"La saisie-arrêt exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> :

- 1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt exécution;
- 2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

---

<sup>(3)</sup> Comparez avec l'article 1541 du Code judiciaire.

<sup>(4)</sup> Voir l'article 85*bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code de la TVA.

3° qu'un autre créancier s'est opposé avant la saisie (par le receveur) à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie-arrêt pratiquée par le (receveur) par pli recommandé à la poste garde ses effets conservatoires si le receveur fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi".

-----

La chambre était composée de

|           |                 |                                         |
|-----------|-----------------|-----------------------------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,      | président de chambre,                   |
|           | P. LIÉNARDY,    | conseillers d'État,                     |
| Madame    | M. BAGUET,      |                                         |
| Monsieur  | J. KIRKPATRICK, | assesseur de la section de législation, |
| Madame    | B. VIGNERON,    | greffier.                               |

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 38.670/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 29 juni 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging, voor wat betreft het vereenvoudigd beslag onder derden, van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992", heeft op 25 juli 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### Rechtsgrond

Het ontwerp brengt verregaande wijzigingen aan in de procedure van vereenvoudigd beslag onder derden, georganiseerd bij artikel 164 van het KB/WIB 92, ter uitvoering van artikel 300, § 1, 1°, van het WIB, waarbij daarin voornamelijk een aanpassing wordt aangebracht die noodzakelijk is als gevolg van de arresten van het Arbitragehof nr. 11/97 van 5 maart 1997 en 35/97 van 12 juni 1997, waarvan de draagwijdte in herinnering wordt gebracht in de memorie van toelichting, maar waarbij tevens andere wezenlijke wijzigingen erin worden aangebracht.

De gelegenheid zou kunnen worden te baat genomen om de tekst van de artikelen 164 en 165 van het KB/WIB 92, die teruggaan tot een koninklijk besluit daterend uit 1937 <sup>(1)</sup>, in zijn geheel te herzien, voortbouwend op artikel 85*bis* van het BTW-Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, dat een soortgelijke procedure inzake de BTW organiseert.

In het verslag aan de Koning voorafgaand aan een ontwerp van koninklijk besluit houdende opheffing van artikel 160 van hetzelfde besluit tot uitvoering van het WIB, dat gelijktijdig om advies aan de Raad van State is voorgelegd (advies 38.671/2/V, heden verstrekt), verantwoordt de steller van het ontwerp die wijziging onder meer door een streven naar harmonisatie van de procedures inzake inkomstenbelastingen en BTW.

---

<sup>(1)</sup> Zie Schreuder, Les impôts sur les revenus, nr. 426.

1. Paragraaf 1 en paragraaf 3, eerste zin, zouden beter worden vervangen door de eenvoudige bepaling vervat in artikel 85*bis*, § 1, eerste lid, van het BTW-Wetboek :

"De bevoegde ontvanger kan bij een ter post aangetekende brief uitvoerend beslag onder derden leggen op de bedragen en zaken die de bewaarnemer of schuldenaar aan de belastingschuldige verschuldigd is of moet teruggeven, tot beloop van het bedrag, geheel of gedeeltelijk, dat door deze laatste verschuldigd is uit hoofde van belastingen, voorheffingen, belastingverhogingen, nalatigheidsinteressen, boeten en kosten van vervolging of tenuitvoerlegging <sup>(2)</sup>. Het beslag wordt eveneens bij een ter post aangetekende brief aan de belastingschuldige aangezegd".

2. Paragraaf 2 van het thans van kracht zijnde artikel 164 kan worden gehandhaafd, ofschoon hij de toepassing van de gemeenrechtelijke regels van beslag onder derden betreft.

3. Paragraaf 3 moet zich beperken tot het tweede lid van de thans vigerende tekst.

4. In een aanvullende paragraaf moet paragraaf 2 van artikel 85*bis* van het BTW-Wetboek worden overgenomen, waarin wordt gesteld dat de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek toepasselijk zijn op de procedure van vereenvoudigd beslag onder derden.

Door die verwijzing naar artikel 1542 zou de ontworpen paragraaf 5 overbodig worden, te meer daar hij zich ertoe beperkt het eerste lid van dat artikel over te nemen, terwijl de verwijzing naar het tweede lid eveneens op dienstige wijze het

---

<sup>(2)</sup> Het is onnodig het begin van het huidige artikel 164, § 1 ("Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 433 tot 442*bis* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992"), over te nemen, daar het vanzelfsprekend is dat dat artikel aan de toepassing van die wetsbepalingen niet in de weg mag staan.

vraagstuk van de bevoegdheid inzake de betwisting van de schuld van de derde-beslagene ten aanzien van de beslagen schuldenaar regelt.

5. Bovendien moet in de tekst het verzet van de beslagen schuldenaar worden geregeld, een aangelegenheid omtrent welke het ontwerp bepaalt dat het beslag onder derden aan hem bij aangetekende brief ter kennis wordt gebracht.

Het is immers onnodig voor te schrijven dat het beslag onder derden aan de belastingschuldige ter kennis wordt gebracht binnen een bepaalde termijn indien de beslagen schuldenaar niet de mogelijkheid wordt geboden te reageren. De beslagen schuldenaar moet binnen een bepaalde termijn verzet kunnen aantekenen tegen het beslag, bijvoorbeeld bij aangetekende brief gericht aan de ontvanger en aan de derde-beslagene <sup>(3)</sup>.

6. In paragraaf 4 van de huidige tekst hoeft geen gewag meer te worden gemaakt van "het in § 1 vermelde verzoek", maar wel van het uitvoerend beslag onder derden, en moet worden gepreciseerd dat de termijn van vijftien dagen ingaat vanaf de afgifte van de aangetekende brieven aan de geadresseerden, doch niet vanaf de afgifte ter post van de aangetekende brieven <sup>(4)</sup>.

7. Artikel 165 van het vigerende besluit moet worden gewijzigd, waarbij rekening wordt gehouden met het feit dat het ontwerp niet meer een verzoek betreft, maar uitvoerend beslag onder derden : het uitvoerend beslag onder derden heeft dus reeds plaatsgehad en derhalve kan artikel 165, § 1, niet voorschrijven dat in een aantal bepaalde gevallen "de ontvanger tot uitvoerend beslag onder derden doet overgaan".

---

<sup>(3)</sup> Vergelijk met artikel 1541 van het Gerechtelijk Wetboek.

<sup>(4)</sup> Zie artikel 85bis, § 1, tweede lid, van het BTW-Wetboek.

Die bepaling moet worden vervangen door een tekst die voortbouwt op artikel 85*bis*, § 3, van het BTW-Wetboek:

"Het uitvoerend beslag onder derden moet geschieden door middel van een deurwaardersexploit op de wijze bepaald in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer blijkt uit de verklaring waartoe de derde-beslagene gehouden is na het beslag gedaan bij een ter post aangetekende brief overeenkomstig § 1 :

- 1° dat de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;
- 2° dat de derde-beslagene zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;
- 3° dat vóór het beslag (door de ontvanger) een andere schuldeiser zich heeft verzet tegen de afgifte door de derde-beslagene van de door deze verschuldigde sommen.

In deze gevallen blijft het (door de ontvanger) bij een ter post aangetekende brief gelegde beslag zijn bewarend effect behouden wanneer een uitvoerend beslag onder derden bij deurwaardersexploit wordt gelegd als bepaald bij artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek, binnen een maand na de afgifte ter post van de verklaring van de derde-beslagene."

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                 |                                     |
|----------|-----------------|-------------------------------------|
| de Heren | Y. KREINS,      | kamervoorzitter,                    |
|          | P. LIÉNARDY,    | staatsraden,                        |
| Mevrouw  | M. BAGUET,      |                                     |
| de Heer  | J. KIRKPATRICK, | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw  | B. VIGNERON,    | griffier.                           |

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS